

L'Égypte et l'arabisme

Al-Risala, 26 décembre 1938

Mon cher ami, j'ai lu le propre article du professeur Sati' al-Husri Bey dans le numéro de lundi dernier de la Risala, et je crois qu'il est véritablement de mon droit que vous publiiez ma propre réponse à ce même article — je n'imagine pas non plus que vous me refuseriez ce même droit. Cette réponse, en réalité, est un chapitre de mon propre livre L'Avenir de la culture, qui doit paraître dans quelques jours à peine ; elle fut donc déjà écrite, et déjà imprimée, avant le propre article du professeur al-Husri... Avec ma plus sincère affection, et ma plus loyale fraternité. Taha Hussein

J'ai déjà noté, il y a quelque temps, qu'il incombe véritablement à l'État égyptien de répandre cette même culture parmi les diverses classes du peuple égyptien, d'une part, et de la porter au-delà des propres frontières de l'Égypte, vers tous les pays capables de véritablement l'assimiler, et d'en tirer profit, d'autre part.

Pour quelque raison véritable, certains pays d'Orient ont dit à l'Égypte qu'elle était la chef de file de l'Orient arabe ; et pour quelque raison véritable, l'Égypte a cru ce qu'on lui disait. Si cela est vrai, cela emporte des conséquences qui doivent véritablement en découler, et des responsabilités qui doivent véritablement en résulter.

Et si cela n'est pas, en réalité, vrai, alors il devient notre propre devoir véritable de le rendre vrai — car ce faisant, nous accomplirions notre propre dignité, d'une part, et nous nous élèverions au-dessus de l'égoïsme même qui sied mal à tout peuple véritablement noble. Ce qui ne fait absolument aucun doute, c'est que Dieu a doté l'Égypte de moyens de faire revivre et de répandre la culture qu'Il n'a pas encore dotés à aucune autre nation arabe. Il siérait donc bien mal aux Égyptiens — un peuple dont on a longtemps dit, et qui prétend lui-même, être noble — il leur siérait bien mal de garder pour eux-mêmes tout le bien qui leur a été accordé, se réservant à eux seuls toute la bénédiction qui leur a été accordée. Ce qui sied véritablement à leur propre noblesse, et à leur propre dignité, et à l'idéal supérieur auquel ils aspirent eux-mêmes, c'est, plutôt, ceci : que leur propre présent égale véritablement leur propre passé, qu'ils soient la source même de lumière pour les pays qui les entourent, et que leur pays soit celui vers lequel s'inclinent naturellement les cœurs de tout chercheur de savoir, et de tout amoureux du savoir.

Les Égyptiens pourraient bien s'imaginer s'être déjà bien acquittés de cette même tâche — et je souhaite leur dire franchement qu'ils n'ont rien fait du tout en ce sens.

Les pays arabes lisent bien ce qui se publie en Égypte, dans ses propres journaux, ses propres livres, et ses propres revues — mais l'Égypte n'a rien fait du tout, jusqu'à présent, pour faciliter réellement à ces mêmes pays l'accès à ses propres livres, ses propres journaux, et ses propres revues. Certains de ces mêmes pays, en effet, éprouvent une réelle difficulté à simplement se procurer les exemplaires dont ils ont besoin de ces mêmes livres, journaux et revues. Si l'Égypte avait véritablement facilité aux pays arabes l'accès à ses propres œuvres imprimées, elle n'aurait accompli que le moindre, le plus facile, des services imaginables à la culture — un service qui, du reste, lui reviendrait en bénéfice véritable, tant matériel que moral.

Oui — l'Égypte aide bien certains pays arabes à s'assurer les services de certains enseignants, y dépensant peut-être quelque argent, y trouvant peut-être quelque effort véritable. Mais cela aussi demeure parmi les tâches les moins exigeantes qui soient — les responsabilités qu'entraîne la position distinguée qui lui est accordée parmi les pays arabes exigent d'elle bien davantage que cela. Je ne mentionnerai ici que deux affaires. La première, l'Égypte a déjà commencé à s'y atteler, quoique lentement, et avec hésitation : ouvrir les portes de nos propres écoles et de nos propres instituts aux étudiants d'Orient, et véritablement prendre soin d'eux, une fois arrivés dans notre propre pays — non seulement en facilitant leur propre quête du savoir, mais en facilitant leur propre vie en Égypte aussi. Lorsque je compare ce que font les pays européens pour véritablement prendre soin de leurs propres étudiants étrangers, avec ce que nous faisons nous-mêmes, je me trouve, tout simplement, à comparer l'existence au néant.

Pourtant, lorsque l'Europe prend soin de ses propres étudiants étrangers, elle le fait, en vérité, pour répandre sa propre influence, attirant les étrangers à y dépenser leur propre argent, et les renvoyant chez eux, véritablement influencés par elle, transformés en ses propres émissaires dans leurs propres pays. Nous, en revanche, n'avons nul besoin véritable de répandre notre propre influence, car nous ne convoitons rien du tout — l'influence égyptienne, après tout, se répand d'elle-même, tout naturellement, à travers les pays arabes, reposant qu'elle est sur l'amour, l'affection et la fraternité. Ce que nous devons faire, plutôt, c'est faciliter aux étudiants arabes leur propre chemin vers

l'étude, et le séjour, en Égypte — en accomplissement de ce qui est juste, en exécution d'un devoir véritable, en fidélité envers les amis, et en épargnant à ces mêmes amis le voyage vers les pays occidentaux, s'ils trouvent ce même voyage véritablement pénible, ou difficile.

La seconde affaire, je l'ai proposée en privé, il y a plus de dix ans désormais, lorsque Son Excellence 'Ali Mahir Pacha assumait pour la première fois le ministère de l'Instruction publique. J'avais assisté à un congrès d'archéologie tenu en Syrie, au Liban et en Palestine, et, à mon retour, j'avais soumis au ministre un rapport spécial, demandant que l'Égypte établisse des écoles égyptiennes d'enseignement primaire et secondaire dans ces mêmes pays. Ce qui suscita en moi cette même proposition fut ce que j'avais moi-même constaté de la domination intellectuelle des écoles étrangères sur ces mêmes pays — et je croyais véritablement que l'esprit égyptien se trouvait plus proche de l'esprit syrien et palestinien, bien mieux à même de véritablement s'y rattacher, et d'exercer sur lui une influence bénéfique, que ne le pourrait jamais l'esprit américain ou français.

Mais le ministre de l'Instruction publique, à l'époque, me fit remarquer gentiment, en souriant, que cela n'était tout simplement pas faisable — l'Égypte pourrait bien le vouloir, mais la politique étrangère le refuserait, sans nul doute. Et cela était, à l'époque, véritablement vrai. Aujourd'hui, cependant, la Convention de Montreux ayant déjà été conclue entre nous et l'Europe, la Syrie et le Liban ayant déjà obtenu une certaine mesure de liberté, et l'Irak étant déjà indépendant, je ne vois plus nul obstacle politique véritable se dressant devant précisément ce genre de coopération culturelle, entre des pays arabes unis par une langue commune, une foi commune, un idéal supérieur commun, et partageant, de surcroît, des intérêts économiques d'une importance véritablement considérable.

Je ne crois pas que la politique nationale de ces mêmes pays s'opposerait à ce que des écoles égyptiennes y soient établies, apportant à leurs propres fils une culture véritablement arabe et orientale, dispensée par des enseignants orientaux comme eux, arabes comme eux, s'adressant à eux dans leur propre langue, partageant leur propre goût, leurs propres inclinations, leur propre sensibilité. Je ne crois pas non plus que la politique européenne s'y opposerait, étant donné l'accord déjà conclu entre nous et l'Europe, permettant aux écoles européennes de s'installer dans notre propre pays, jouissant de tout ce qui est nécessaire pour accomplir leur propre mission dans les limites de la loi égyptienne,

sur la base même que la réciprocité fonderait ce même accord.

Il apparaît entièrement clair que nous n'avons nulle envie d'établir nos propres écoles égyptiennes en France, en Angleterre, ou en Italie — mais il demeure entièrement de notre propre droit d'établir des écoles égyptiennes au sein même des pays arabes, des pays véritablement influencés, à un degré plus ou moins grand, par l'autorité et l'influence propres de ces mêmes puissances.

Il demeure entièrement certain, de surcroît, que si nous établissions des écoles égyptiennes dans les pays arabes, nous les établirions, et les dirigerions, exactement de la manière dont nous souhaiterions nous-mêmes que les écoles étrangères soient établies, et dirigées, dans notre propre pays : nous les établirions comme de véritables instituts de coopération culturelle entre nous-mêmes et le peuple de ces mêmes pays, sans que les Égyptiens monopolisent jamais le travail qui s'y accomplit, mais en faisant appel, plutôt, à tous les nationaux locaux capables de véritablement les assister ; des institutions n'imposant jamais la géographie et l'histoire égyptiennes à la place de la propre géographie et de la propre histoire nationale de chaque pays, mais servant, plutôt, d'institutions où la jeunesse locale est élevée pour sa propre patrie, non pour l'Égypte. Il suffirait à l'Égypte simplement d'assister à cela, d'y prendre part, d'accomplir le devoir même qu'elle doit à ses propres voisins, et à ses propres partenaires en langue, en foi, et en vie économique — et il lui suffirait aussi de gagner d'eux, en retour, amour, affection et fraternité.

On pourrait bien dire que les propres charges de l'État égyptien sont déjà trop lourdes pour lui permettre un tel élargissement du rayonnement culturel au-delà de ses propres frontières, étant donné son propre besoin pressant de répandre d'abord la culture en son sein. Cela pourrait bien être vrai, à certains égards — mais il est tout aussi vrai que notre propre existence indépendante porte ses propres responsabilités, et que manquer d'accomplir ces mêmes responsabilités sied mal à toute dignité, et à tout leadership, que nous revendiquons pour nous-mêmes.

Il ne fait aucun doute que ces mêmes écoles, si nous les établissions, se révéleraient bien plus utiles, à l'Égypte et aux pays où elles seraient établies à la fois, qu'un grand nombre des consulats et des légations que nous dispersons à travers les pays de la terre, dont nous ne tirons presque aucun bénéfice réel, et dont les pays qui les accueillent ne tirent presque aucun bénéfice réel non plus.

Il ne fait aucun doute non plus que la charge financière qu'entraînerait l'établissement de ces mêmes écoles ne devrait jamais reposer entièrement sur l'État seul — elle devrait, plutôt, être partagée par les Égyptiens capables de la partager, d'abord, et par les nationaux locaux, ensuite, le propre rôle de l'État se limitant à fournir une assistance véritablement précieuse, en fonds, et en personnel.

De cette même manière, l'Égypte porterait ses propres responsabilités, accomplirait ses propres devoirs culturels, et mettrait son propre présent en harmonie véritable avec son propre passé. L'Égypte, après tout, fut jadis, tout au long des époques islamiques, la source même de la culture et du savoir pour les pays arabes du Moyen-Orient, ne manquant jamais à ce rôle, sinon lorsque l'autorité ottomane elle-même la contraignit à y manquer. Aujourd'hui, cependant, ayant recouvré sa propre indépendance, elle doit recouvrer aussi sa propre place culturelle au Proche-Orient. Il existe des pays arabes où les étrangers n'ont rien établi, et ne peuvent rien établir, en fait d'écoles et d'instituts, et dont le propre peuple ne trouve nul surplus de fonds à dépenser pour développer la culture comme il conviendrait véritablement — c'est le propre devoir véritable de l'Égypte, alors, de se hâter vers l'assistance de ces mêmes pays, sans ménager nul effort en ce sens.

Ces mêmes pays sont le Hedjaz, et les terres de l'État saoudien plus généralement. Je ne doute aucunement que les Égyptiens donneraient leur pleine et véritable approbation à l'établissement d'au moins deux écoles — l'une à La Mecque, l'autre à Médine — je ne doute même pas qu'ils iraient au-delà de la simple approbation, jusqu'au don véritable, et à la dépense véritable ; et j'ai appris que le peuple du Hedjaz lui-même souhaite véritablement cela, et le réclame avec insistance.

Ce n'est pas là non plus tout ce que l'Égypte devrait entreprendre, pour répandre la culture à travers les pays arabes — il existe encore autre chose, dont la propre nécessité s'est largement fait sentir, dont le propre besoin est devenu véritablement pressant, au point que le ministère de l'Instruction publique a déjà commencé à y songer, et à s'y préparer : la coopération dans l'organisation de la culture elle-même, et l'unification de ses propres programmes, à travers tous les pays arabes également. Cela est appelé par le propre besoin de ces mêmes pays d'unir leurs propres efforts, étant donné qu'ils partagent un seul et même idéal culturel supérieur ; et cela est appelé, aussi, par le fait que l'enseignement supérieur en Égypte a déjà atteint un niveau d'avancement attirant véritablement les étudiants de savoir de tous les

pays arabes.

L'enseignement supérieur en Égypte, cependant, suit des règlements véritablement précis, véritablement exigeants, qui pourraient bien se dresser entre ces mêmes étudiants et leur propre bénéfice véritable de celui-ci, et leur propre obtention de ses propres diplômes et grades. Ces mêmes étudiants doivent donc être correctement préparés à cet même enseignement, préparés aussi soigneusement que le sont les étudiants égyptiens eux-mêmes. Un groupe de dirigeants d'opinion arabes et orientaux s'est déjà réuni, il y a plus d'un an, au sein du Comité de rédaction, de traduction et de publication, et a délibéré exactement sur cela, comme il a délibéré sur d'autres formes de coopération culturelle, dressant un plan véritable, et rédigeant un système à cet effet. Le ministère de l'Instruction publique a depuis commencé à considérer l'affaire, et à se préparer à convoquer un congrès arabo-oriental. Ce que j'espère véritablement, pour ma propre part, c'est que ce même congrès devienne un événement régulier et périodique, se déplaçant parmi les divers pays arabes, exactement comme le fait déjà le Congrès médical, établi il y a quelque temps.

J'ai assisté, l'année dernière, en tant que représentant du ministère de l'Instruction publique, au Congrès des comités nationaux de coopération intellectuelle, et j'y ai parlé, devant les délégués assemblés, de la propre capacité de l'Égypte à devenir l'un des centres les plus importants pour ce même genre de coopération intellectuelle, si elle accomplissait véritablement ses propres responsabilités culturelles envers les pays arabes — cela, car l'Égypte, en vertu de sa propre position géographique, et en vertu de sa propre renaissance moderne, offre l'image la plus vraie possible de précisément ce genre de coopération intellectuelle véritable à laquelle aspire la Société des Nations elle-même : une coopération rapprochant les nations entre elles, effaçant les différences qui les divisent, et élevant leur propre vie intellectuelle au-dessus de toute variété de rivalité, et de toute forme de conflit. L'Université égyptienne, par exemple, se présente comme un environnement où convergent presque toutes les cultures humaines, apportées là par des professeurs distingués, égyptiens et européens à la fois, différant entre eux par leur patrie, et par leurs propres convictions politiques, religieuses et économiques.

Toutes ces mêmes cultures convergent, et se mêlent, et se fondent ensemble, au sein même de l'esprit égyptien — un esprit qui les absorbe, les assimile, et les marque, par la suite, de quelque chose de son propre

caractère égyptien particulier. Ce même esprit est capable, ensuite, de répandre ces cultures, orientales et occidentales européennes à la fois, à travers les pays d'Orient, entièrement libre de tout le fanatisme et de tous les préjugés qui corrompent d'ordinaire la culture.

Ce même discours fut véritablement bien accueilli par les délégués assemblés. Mais ce même discours sera-t-il bien accueilli par les Égyptiens eux-mêmes ? Les Égyptiens sentiront-ils véritablement qu'une occasion en or, comme on dit, s'offre désormais à eux ? Car tout mal porte quelque effet bon. Le mal, ici, est que notre propre besoin des Européens, en matière d'éducation, demeure véritablement grand ; l'effet bon de ce même mal est que nous pouvons devenir les messagers mêmes du savoir, de la culture, de la sécurité, de la paix, et de la réconciliation, entre l'Orient et l'Occident à la fois.

Si l'Égypte souhaitait saisir précisément cette occasion, cela se révélerait véritablement facile pour elle — n'exigeant que de veiller à renforcer ses propres liens avec le Comité de coopération intellectuelle à Genève, et l'Institut de coopération intellectuelle à Paris, d'une part, et avec les milieux et les institutions savantes de l'Orient arabe, voire du monde islamique tout entier, d'autre part.